



80 Commerce Valley Drive E, Suite 1
Markham, ON L3T 0B2
Phone: 905-739-9739
Fax: 905-739-9740

March 25, 2020

Sent Via Email

Michael Rolland,
Chief Executive Officer, OMERS Sponsors Corporation (SC) Board

and

The OMERS Sponsors Corporation Board
c/o Michael Rolland, CEO, OMERS SC Board

Dear Michael and members of the OMERS SC Board,

I am writing to formally request the OMERS Sponsors Corporation Board postpones the June 2020 vote on proposed changes to the OMERS plan text, particularly the proposal to remove the guarantee of 100% inflation indexing.

CUPE Ontario OMERS plan members are on the frontline of the fight to keep Ontarians safe during the COVID-19 crisis. They are public health workers, paramedics and long-term care workers who are treating the sick. They are custodians and maintenance workers, cleaning our schools and municipal buildings, keeping them safe and in good repair. They are child protection workers who are reporting to work, every day, to ensure vulnerable families have the supports they need in these very difficult times. They are making sure we all have clean water, hydro, safe roads, public transit and solid waste collection.

While CUPE Ontario represents almost half of the active OMERS plan members, we know other members of the plan -- firefighters, police and others -- are, like CUPE members, going to work every day to keep us all safe and healthy during this very difficult time.

At the very least, all OMERS plan members deserve to know their pension plan will not be altered while they are rightfully focused on dealing with the COVID-19 health crisis.

The COVID-19 crisis also means the OMERS SC Board is no longer able to directly engage with members and Sponsors about these proposed changes. While CUPE Ontario fully supports OMERS decision to move its Annual General Meeting of April 8th and all other previously scheduled in-person meetings to online or telephone meetings, there can be no question these necessary, public health measures dramatically reduce the engagement on these proposed changes. Given this will likely continue for the foreseeable future, CUPE Ontario is calling for any vote on proposed plan text changes to be postponed.

In February, the OMERS SC Board made the decision to publicly disclose the proposed changes to be voted on in June, ensuring at least a four month period for consultation with plan members and Sponsors. Given the substantial, potential impact on members' future retirement income security if the proposal to remove the guarantee of 100% inflation indexing is adopted, this was not only the right thing to do, but, CUPE Ontario would argue, the very least OMERS should do.

With that in mind, we are recommending the OMERS SC Board postpone the June vote on proposed plan text changes and not reschedule it until such time that there is at least a four month consultation period that will allow in person meetings and discussions with plan members and Sponsors.

Finally, CUPE Ontario knows that everyone at OMERS is doing everything possible to ensure the continuation of critical pension services to members during this difficult time. As well, we are confident that the full attention of senior management at OMERS is dedicated to not only this task but to ensuring the long-term health of OMERS' investments in an unprecedented financial climate. We would suggest these two priorities remain the sole focus of everyone at OMERS and that any proposed plan changes are better discussed and properly consulted on, at a future date.

On behalf of our almost 125,000 active plan members in OMERS, CUPE Ontario looks forward to hearing from you on this request as soon as possible but no longer than a week from today.

Sincerely,



Fred Hahn,
President, CUPE Ontario

cc: All Unions representing OMERS members
Michael Latimer, CEO, OMERS
Blake Hutcheson, President, OMERS

cope343



80, promenade Commerce Valley Est,
bureau 1, Markham (Ontario) L3T 0B2
Téléphone : 905 739-9739
Télécopieur : 905 739-9740

Le 25 mars 2020

Envoyée par courriel

Michael Rolland
Directeur général du conseil d'administration de la Société de promotion d'OMERS

et

le conseil d'administration de la Société de promotion d'OMERS
a/s Michael Rolland, directeur général du conseil d'administration de la Société de promotion d'OMERS

Cher Michael et chers membres du conseil d'administration de la Société de promotion d'OMERS,

Je vous écris afin de demander officiellement au conseil d'administration de la Société de promotion d'OMERS de reporter le vote de juin 2020 sur les changements proposés au texte d'OMERS, particulièrement la proposition de retirer l'indexation garantie à 100 % contre l'inflation.

Les membres du SCFP-Ontario qui cotisent à OMERS sont sur la ligne de front de la lutte pour assurer la sécurité des Ontariens pendant la crise de la COVID-19. Ce sont des travailleurs de la santé publique, des ambulanciers paramédicaux et des travailleurs des soins de longue durée qui soignent les personnes malades. Ce sont des concierges et des travailleurs de l'entretien qui nettoient nos écoles et édifices municipaux, assurant leur sécurité et leur bon état. Ce sont des travailleurs de la protection de l'enfance qui rentrent au travail, chaque jour, pour voir à ce que les familles vulnérables ont les soutiens dont elles ont besoin en ces temps difficiles. Ces personnes s'assurent que nous avons tous une eau potable, de l'électricité, des routes sécuritaires et le transport en commun, et que nos ordures ménagères sont ramassées.

Bien que le SCFP-Ontario représente près de la moitié des membres actifs d'OMERS, nous savons que d'autres membres du régime – comme les pompiers, les policiers et autres – rentrent au travail, chaque jour, comme des membres du SCFP, pour assurer notre sécurité et notre santé à tous en cette période extrêmement difficile.

Tous les membres d'OMERS ont le droit de savoir, à tout le moins, que leur régime de retraite ne sera pas modifié alors qu'ils s'efforcent légitimement de répondre à la crise sanitaire causée par la COVID-19.

La crise de la COVID-19 signifie également que le conseil d'administration de la Société de promotion d'OMERS ne peut plus discuter directement avec les membres et les promoteurs au sujet de ces changements proposés. Bien que le SCFP-Ontario appuie entièrement la décision d'OMERS de changer la tenue de son assemblée générale annuelle du 8 avril et de toutes les autres rencontres prévues en personne en réunions en ligne ou en réunions téléphoniques, il ne fait aucun doute que ces mesures nécessaires pour la santé publique réduisent considérablement la mobilisation sur ces changements proposés. Étant donné que cette situation se poursuivra probablement dans un avenir prévisible, le SCFP-Ontario demande que tout vote sur des changements proposés au texte du régime soit reporté.

En février, le conseil d'administration de la Société de promotion d'OMERS a pris la décision de divulguer publiquement les changements proposés pour lesquels un vote est prévu en juin, assurant

ainsi au moins une période de quatre mois pour une consultation avec les membres et les promoteurs du régime. Étant donné les conséquences importantes et potentielles pour la sécurité du revenu de retraite futur des membres si la proposition de retirer l'indexation garantie à 100 % contre l'inflation était adoptée, ce n'était pas seulement la bonne chose à faire, mais le SCFP-Ontario serait d'avis que c'était, à tout le moins, ce qu'OMERS devait faire.

Dans cet esprit, nous recommandons que le conseil d'administration de la Société de promotion d'OMERS reporte le vote qui doit avoir lieu en juin sur les changements proposés au texte du régime et de ne pas le reporter avant que nous ayons eu une période de consultation d'au moins quatre mois qui permette des rencontres et des discussions en personne avec les membres et les promoteurs du régime.

Finalement, le SCFP-Ontario sait que tout le monde à OMERS fait tout ce qui est possible pour assurer le maintien des services de retraite essentiels pour les membres au cours de cette période difficile. Nous sommes également conscients que toute l'attention de la haute direction d'OMERS est consacrée non seulement à cette tâche mais également à garantir les investissements d'OMERS dans les soins de longue durée dans ce climat financier sans précédent. Nous suggérerions que ces deux priorités demeurent le seul objectif de tout le monde à OMERS et qu'il y ait une meilleure discussion et une consultation adéquate sur tout changement proposé au régime à une date ultérieure.

Au nom de nos quelque 125 000 membres actifs d'OMERS, le SCFP-Ontario attend votre réponse avec impatience au sujet de cette demande dès que possible, mais au plus tard d'ici une semaine.

Je vous prie d'accepter l'expression de mes sentiments distingués.

Le président du SCFP-Ontario,



Fred Hahn

cc : Tous les syndicats représentant des membres cotisant à OMERS
Michael Latimer, directeur général d'OMERS
Blake Hutcheson, président d'OMERS